

# LE RAPPORT QUI VISE À PRÉPARER LA RUSSIE À UNE GUERRE GLOBALE ILLIMITÉE

AUTEUR Guillaume Lancereau

IMAGE Reconstruction du rapport de Dmitri Trenin, «L'apparence et le caractère des guerres d'une nouvelle époque», publié dans la revue Russia in Global Affairs, 2026, vol. 24, n° 3, p. 56-77.

DATE 13 juin 2026

## L'une des principales éminences géopolitiques de la Russie contemporaine formalise une nouvelle doctrine pour le régime de Poutine.

### Nous traduisons et commentons ce texte important.



Dmitri Trenin est l'une des principales éminences géopolitiques de la Russie actuelle. S'il ne bénéficie pas d'un accès direct à Vladimir Poutine, comme un Iouri Ouchakov ou un Nikolai Patrouchev, sa position de président du Conseil russe des affaires étrangères, le principal think tank de politique étrangère russe, lui confère une position institutionnelle de premier plan, renforcée par ses fonctions de directeur de l'Institut d'économie militaire mondiale et de stratégie de l'École des hautes études économiques, une institution universitaire étroitement liée au Kremlin.

Spécialiste des relations internationales et des questions de sécurité transatlantiques et eurasiatiques, il a été formé à l'Institut militaire de Moscou à l'époque soviétique, puis a servi dans les forces armées de l'URSS, puis de la Fédération de Russie. Il a notamment été officier de liaison à Potsdam et membre de la délégation soviétique lors des négociations soviéto-américaines sur les armements nucléaires et spatiaux. Certaines sources le désignent d'ailleurs comme un colonel du renseignement militaire russe, ce que les autorités n'ont naturellement jamais confirmé.

Les fonctions qui lui ont valu la plus grande notoriété publique restent toutefois celles de directeur du Centre Carnegie de Moscou, de 2008 à 2022. À ce poste, celui qui passait pour un critique modéré de Vladimir Poutine et un relais de certaines visions pro-occidentales en Russie s'est révélé le meilleur bras droit du président après sa réélection de 2012. L'invasion de l'Ukraine en 2022 a donné un nouvel élan à sa carrière de propagandiste, désormais entièrement dévoué à ses fonctions de caution intellectuelle des principales thèses du Kremlin sur le monde multipolaire, la guerre existentielle de l'État russe contre l'Occident collectif et le rôle central de la Russie dans la stabilisation d'un monde déchiré par la guerre.

Aussi la publication dans *Russia in Global Affairs* de son rapport analytique sur la nouvelle nature des guerres de

notre temps présente-t-elle tous les aspects d'une déclaration doctrinale de première importance<sup>①</sup>.

Cette intervention avance une série de thèses. Celle de la transformation des processus diplomatiques en instrument de guerre, là où ils devraient en principe avoir pour objet de la contenir, explique du même coup les réticences russes à intervenir dans des négociations avec des propositions concrètes et non des formules rhétoriques. Là où les propagandistes ordinaires du Kremlin agitent continuellement le chiffon rouge de la frappe nucléaire tactique en Ukraine, Dmitri Trenin observe un phénomène plus large : une normalisation générale de cette option militaire et une préparation subséquente des esprits à cette éventualité, sous l'effet notamment d'une érosion de la peur qui la rendait impensable à l'époque de la Guerre froide. Enfin, son analyse de la guerre d'usure montre à quel point les différents « fronts » des affrontements actuels dépassent les questions industrielles ou militaires pour mettre à l'épreuve la capacité de résistance des régimes politiques eux-mêmes.

S'il fallait désigner les deux grands absents de ce texte, il s'agirait de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et du droit international. Ces deux faits, à mieux y regarder, reviennent en définitive à un seul. Tout, ici, est affaire de puissance : armements, coalitions, modalités de dissuasion, stratégies de la guerre d'usure. L'auteur ne prend même pas la peine de retourner les principes du droit international à l'avantage de la Russie ou de les disqualifier comme l'émanation d'un ordre mondial occidental, comme le font d'ordinaire Vladimir Poutine, Sergueï Lavrov ou Dmitri Peskov. Dans un monde mental de cet ordre, la politique de puissance ne connaît d'autre limite que celle de sa propre puissance ; d'autre principe de régulation de son action que l'intérêt des autorités politiques ; d'autre logique de maintien de la paix que l'équilibre instable des appétits respectifs.

Un proverbe répandu affirme ironiquement que « les généraux se préparent toujours à la guerre précédente ». Il ne signifie pas tant que les généraux – ou les militaires dans leur ensemble – seraient constitutivement, presque cliniquement inaptes à se projeter dans l’avenir et à secouer le joug de leurs habitudes, mais plutôt que, à un niveau plus profond, la nature et le visage de la guerre évoluent sans cesse, même si son caractère essentiel, celui d’une lutte armée visant à imposer sa volonté à l’adversaire, demeure invariable tout au long de l’histoire humaine. Chaque grande guerre qui survient remodèle l’apparence du phénomène lui-même ; chaque nouvelle ère en renouvelle la substance, laissant à la guerre suivante le soin d’apporter ses propres corrections.

Nous assistons à une transition majeure dans l’espace des combats : celle qui substitue l’affrontement numérique à la lutte largement mécanisée. En règle générale, la guerre figure comme le premier domaine de mobilisation des avancées les plus récentes de la science et de la technologie. Le règne du « nombre » sous toutes ses formes, de l’intelligence artificielle avec ses bases de données monumentales à la robotique en passant par l’armement spatial et les outils de la cyberguerre : tous ces facteurs détermineront toujours davantage l’aspect des conflits à venir, en bouleversant radicalement les normes tactiques et stratégiques.

La nature des guerres contemporaines est le résultat de cinq siècles de domination occidentale et de près de quatre décennies d’hégémonie américaine. À l’horizon se dessine pourtant un nouvel ordre mondial, souvent désigné comme « multipolaire », qui verra coexister une multitude de puissances de rangs divers, appartenant à des civilisations distinctes qui entendront de manière différente la notion même d’« ordre ». Or, des transformations aussi profondes de l’ordre du monde s’accompagnent nécessairement de luttes impitoyables. Les deux guerres mondiales du siècle précédent sont là pour en témoigner et la troisième n’a été évitée qu’en raison de la possession de l’arme nucléaire par les deux principaux États en lice, dont chacun reconnaissait qu’un échange massif de frappes nucléaires conduirait inévitablement à leur destruction mutuelle.

Depuis les années 2010-2015, le monde est entré dans une nouvelle ère de transition, si radicale qu’elle peut être considérée comme l’équivalent fonctionnel d’une guerre mondiale. Pour nous prémunir à la fois contre les analogies trompeuses et contre les débats de numérotation, parlons plutôt d’une « nouvelle guerre mondiale », présentant les caractéristiques propres à son temps. Cette guerre est d’ores et déjà engagée – et ouvertement engagée – à l’est de l’Europe et dans les mers adjacentes, au Proche et au Moyen-Orient, en Amérique latine sous la forme d’opérations spéciales. Mais c’est en Asie orientale et dans la partie occidentale de l’océan Pacifique que mûrit aujourd’hui le conflit le plus lourd de conséquences. Les enjeux de cette nouvelle guerre mondiale sont si considérables que l’affrontement

en cours s'annonce, par nécessité, aussi long et brutal dans son déroulement que global par son amplitude.

## La guerre numérique

Les conflits en Ukraine et au Proche-Orient signent une transition de la guerre des « plateformes de combat », le paradigme dominant tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, à la guerre des solutions logicielles. Iouri Balouevski et Rouslan Pouchkov ont récemment consacré une importante publication à ce sujet<sup>②</sup>. Comme on pouvait logiquement le prévoir, l'ère des systèmes d'information a fait de l'intégration en temps réel des fonctions de renseignement, de détection, de désignation des cibles et d'engagement un facteur décisif sur le champ de bataille. Le phénomène le plus marquant à cet égard est celui que l'on désigne couramment comme « la révolution des drones », laquelle a radicalement transformé les modalités de conduite des opérations militaires.

Cette configuration inédite a entraîné l'apparition d'une zone de destruction totale, s'étendant jusqu'à vingt ou trente kilomètres de part et d'autre de la ligne de contact. Au sein de cette zone, n'importe quel engin blindé – et jusqu'au moindre soldat isolé – a toutes les chances d'être neutralisé par des drones FPV [*First Person View*]. Cette transformation réduit à néant l'un des principes tactiques fondamentaux : la concentration des forces en vue d'un assaut pensé pour percer le front ennemi. La règle devient au contraire la dispersion maximale des troupes. La guerre de mouvement, avec ses percées de blindés, cède ainsi la place à l'infiltration de petits groupes de deux ou trois hommes qui cherchent à évincer l'adversaire de ses positions. Ce que l'on persiste à appeler une « ligne de front » présente en réalité l'aspect d'une « zone grise » au sein de laquelle les deux camps se disposent en couches superposées, à la manière d'un mille-feuille. Dans ces conditions, le siège de petites villes-forteresses devient une opération capable de s'étirer sur plusieurs mois.

Pour les belligérants, les essaims de drones à rayon d'action de 100 à 300 kilomètres font de l'arrière opérationnel une zone de danger permanent. La transparence quasi totale du théâtre d'opérations – limitée seulement par les conditions météorologiques – rend presque impossible la mise en œuvre d'un autre principe tactique majeur : la surprise. Le célèbre « brouillard de la guerre » s'est désormais dissipé, sauf lorsqu'un brouillard bien réel masque les mouvements de troupes au regard omniscient des drones.

Des appareils sans pilote dotés d'une portée de plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de kilomètres permettent de frapper en profondeur dans l'arrière ennemi et de neutraliser des cibles qui n'étaient jusqu'alors accessibles qu'aux missiles à longue portée. Nous avons vu des drones

ukrainiens atteindre leurs cibles jusque dans l'Oural et des drones iraniens s'écraser jusqu'à Chypre. Par ailleurs, la précision considérablement accrue des frappes permet dorénavant d'employer les drones à des fins non plus seulement tactiques, mais aussi au niveau opératif, voire stratégique.

En conséquence de cette véritable révolution, le rôle des plateformes de combat traditionnelles s'est trouvé dans une très large mesure diminué ou reconfiguré.

Originellement conçus pour percer les lignes de front et opérer des tirs directs, les chars se retrouvent sans emploi et ne sont plus utilisés que comme pièces d'artillerie automotrice – tout en étant eux-mêmes devenus des cibles susceptibles d'être neutralisées à bonne distance. Si l'artillerie reste encore en service, surtout lorsqu'elle emploie des munitions guidées de précision, son rapport coût-efficacité est nettement inférieur à celui des drones. Enfin, les combats aériens entre avions de chasse ont cédé la place à la lutte des systèmes de défense antiaérienne contre les missiles balistiques et missiles de croisière, tandis que les bâtiments de guerre deviennent la cible d'embarcations sans équipage – les drones de surface navals. Dans ces conditions, les systèmes de guerre électronique, de communication spatiale et de renseignement par satellite devaient acquérir une importance inédite.

## La régionalisation des conflits locaux

Les frontières effectives des théâtres d'opérations militaires présentent une nouvelle propriété : celle de ne plus s'arrêter nulle part. Dans le conflit ukrainien, outre le théâtre principal, des frappes en profondeur atteignent à la fois le territoire ukrainien et les régions frontalières russes, tout en menaçant des objectifs situés dans l'arrière profond de la Fédération de Russie. L'adversaire utilise notamment à cette fin l'espace aérien de ses alliés, les pays baltes et la Finlande. L'adversaire multiplie ainsi les actes de sabotage et les opérations terroristes dans notre arrière profond, tandis que la mer Baltique, la mer Noire et la Méditerranée sont en proie aux sabotages de gazoducs, à divers actes de piraterie et jusqu'aux tirs sur des bâtiments marchands. L'opération « Toile d'araignée » s'est avérée particulièrement révélatrice à cet égard : en 2025, des drones ukrainiens ont été capables de frapper des aérodromes russes depuis l'intérieur du territoire national, tout en étant commandés depuis l'extérieur du pays. La même année, Israël a mené des frappes analogues contre des cibles iraniennes dans le cadre de la guerre des Douze jours. En parallèle, la cyberguerre poursuit son cours, plus « silencieusement » peut-être, mais sans discontinuer. Dans ce contexte, le risque d'escalade du conflit ukrainien vers un affrontement régional entre la Russie et les pays membres de l'OTAN s'accroît de jour en jour.

Ce phénomène – l’escalade d’un conflit local jusqu’au niveau de la guerre régionale – est déjà une réalité au Proche-Orient. Initialement circonscrite aux territoires d’Israël et des pays limitrophes que sont le Liban, la Syrie et la bande de Gaza, la guerre s’est par la suite étendue, entre 2024 et 2026, à l’Iran, au Yémen, aux États du Golfe, à l’Irak, à la Jordanie, à la Turquie, à Chypre, ainsi qu’aux eaux du golfe Persique, de la mer Rouge et de la mer d’Arabie. Un sous-marin américain a ainsi coulé une frégate iranienne à deux mille miles environ des côtes de l’Iran, au large du Sri Lanka.

En réponse à l’agression américano-israélienne, l’Iran a pris la décision radicale de fermer le détroit d’Ormuz, un fait inédit dans l’ensemble de son histoire. En parallèle, un autre passage maritime absolument vital pour le commerce mondial, le détroit de Bab-el-Mandeb, se trouve à son tour menacé de blocus par les alliés iraniens actifs au Yémen. L’Iran a procédé à des tirs de missiles en direction de la base américaine de Diego Garcia, située à une distance de 4 000 kilomètres de son territoire. Un autre fait important doit enfin être souligné : pour la première fois, la quasi-totalité du territoire israélien s’est trouvée exposée à des frappes de missiles et de drones, en dépit de la densité des systèmes de défense antiaérienne et antimissile qui avaient assuré une protection relativement solide au cours des guerres précédentes. À l’heure actuelle, c’est donc une part considérable du Proche et du Moyen-Orient qui se voit entraînée dans cette guerre régionale opposant Israël et les États-Unis à l’Iran et à ses alliés.

Force est donc de constater que les effets de la révolution technologique en cours ont transformé en profondeur le visage de la guerre. L’essor des capacités de renseignement et la sophistication croissante des munitions ont permis des gains spectaculaires en matière de précision des frappes. La distance entre les cibles et la ligne de front a pratiquement cessé de jouer un rôle déterminant. Ainsi, le théâtre d’opérations s’est étendu de façon quasi illimitée, englobant l’ensemble du territoire adverse et des cibles potentielles au-delà même de ce territoire.

Parmi les facteurs dont l’importance se fait le plus vivement ressentir, il faut signaler la délégation croissante des décisions en matière de désignation des cibles à l’intelligence artificielle et l’attribution des missions offensives aux systèmes de combat autonomes, capables de frapper l’adversaire sans intervention humaine.

En dépit de ces remarquables mutations, tous les traits de la guerre traditionnelle n’ont pas pour autant disparu du jour au lendemain. Les conflits ne sont pas devenus des joutes informatiques. De part et d’autre du front s’affrontent toujours des armées de plusieurs centaines de milliers d’hommes et les tranchées accueillent toujours des combats sanglants à l’arme blanche. Les guerres ne sont pas non plus devenues de simples

compétitions techniques dénuées d'effusion de sang. Les pertes humaines se comptent par dizaines et centaines de milliers.

Ce fait est aussi avéré que tenu secret par les autorités russes pour des motifs relevant du « secret militaire », mais aussi, et plus assurément, de la propagande de guerre et de la volonté de ne pas affecter le moral de la population russe. Pour soutenir ou ignorer la guerre, celle-ci doit ne rien en connaître. À ce jour, le seul décompte fiable des Russes tombés au combat fait état de 225 019 morts confirmés<sup>(3)</sup>.

Si sa frontière est devenue plus poreuse, la distinction fondamentale entre le front et l'arrière n'a pas entièrement disparu. La « guerre » et la « paix » ont appris à coexister dans une certaine relation de voisinage. Enfin, tous les conflits armés sont loin d'avoir la fulgurance des opérations américaines contre l'Irak – les opérations Tempête du désert de 1991 ou l'invasion de 2003 placée sous le mot d'ordre *Shock and awe* – ou la Yougoslavie, ou encore de la « guerre des Cinq jours » déclenchée par la Russie en 2008 pour contraindre la Géorgie à la paix. De ce point de vue, le conflit ukrainien revêt une signification bien particulière.

Notons que la guerre russo-géorgienne a surtout démontré aux responsables militaires russes et au monde l'état déplorable de l'armée de la Fédération de Russie, la vétusté de ses équipements et l'ensemble de ses dysfonctionnements techniques. En Russie, le sentiment dominant devant cette victoire face à un pays aussi peu avancé militairement que la Géorgie n'avait rien d'un triomphe. Au contraire, cette guerre a été un véritable signal adressé à la classe politique, qui a entrepris une réforme de fond de l'appareil militaire — notamment au niveau de son recrutement — dont les effets se sont fait ressentir dès 2014.

Après une brève phase initiale de guerre de mouvement, le conflit ukrainien s'est transformé en une véritable guerre d'usure. Voilà bien longtemps que l'on n'y observe plus d'offensives de grande ampleur. En lieu et place des opérations de grande envergure sur le front, le mode d'action dominant

consiste désormais en une pression aussi constante qu'épuisante exercée le long de la ligne de contact, laquelle s'étend de plus en plus loin à l'arrière. Bien que les forces russes aient conservé l'initiative et progressé sans discontinuer depuis 2024, l'objectif principal de l'armée russe ne consiste pas tant en une conquête territoriale qu'en une mise hors de combat de l'adversaire au moyen d'une destruction ou d'une neutralisation de ses infrastructures à double usage, civil et militaire – des infrastructures énergétiques aux capacités militaro-industrielles en passant par les réseaux de transport, les chaînes d'approvisionnement et les centres de commandement.

Vladimir Poutine a pourtant confirmé à de nombreuses reprises que les objectifs de guerre de la Russie étaient bien de nature territoriale. Si ce n'est pas par la conquête territoriale que la Russie assure aujourd'hui sa prédominance dans la guerre en Ukraine, c'est tout simplement parce qu'elle n'y parvient pas — et les évolutions du front au cours de ces derniers mois font, pour la première fois, mentir le constat d'une progression « sans discontinuer » de ses forces armées.

Stratégiquement, l'adversaire s'est lui aussi engouffré dans une guerre d'usure, qui se donnait initialement pour ambition d'« infliger une défaite stratégique à la Russie » en sapant son économie et ses finances, avant de se recentrer sur un objectif plus minimaliste : empêcher une victoire militaire russe. Dès 2014, l'Occident collectif a imposé une pression sans précédent à la Russie au moyen des sanctions, aboutissant à l'adoption de plus de 30 000 restrictions aux échanges commerciaux et autres formes d'interaction avec notre pays. La moitié des réserves de change russes détenues dans des juridictions occidentales a été saisie. Au sein d'une économie mondialisée, les sanctions représentent bel et bien l'instrument privilégié de la guerre économique d'usure.

Comme d'ordinaire dans la prose des intellectuels organiques du Kremlin, les sanctions sont présentées comme une sorte de complot de l'Occident, résolu à abattre la Russie dans le cadre d'une lutte pour l'hégémonie mondiale à caractère quasi eschatologique. L'auteur omet ainsi de préciser que ces sanctions ont eu une cause immédiate : l'invasion d'un pays souverain par

la Fédération de Russie, non pas seulement en 2022, mais en 2014. Sous le régime de Vladimir Poutine, cette habitude a des origines plus lointaines encore. Le Magnitsky Act de décembre 2012 instaurant des sanctions individuelles des États-Unis contre une série de responsables russes avait été désigné par la Russie comme une offensive délibérée de l'Occident, là où il s'agissait bien d'une réplique à des violations des droits humains dont ces responsables s'étaient rendus coupables.

Toutefois, le secteur énergétique occupe, lui aussi, une place de choix.

Dans le cadre de la « guerre des infrastructures » déclenchée dès les premiers mois du conflit ukrainien, les adversaires de la Russie ont fait sauter le gazoduc Nord Stream dans les tréfonds de la Baltique. Les Ukrainiens ont par la suite entrepris de détruire une série de gazoducs et oléoducs terrestres reliant la Russie aux pays européens, à commencer par l'oléoduc Droujba. Les informations des services de renseignement russes assurent que les Ukrainiens envisageraient également de s'en prendre aux gazoducs sous-marins présents en mer Noire, soit le Blue Stream et le Turkish Stream.

La guerre d'usure n'épargne pas non plus le secteur du nucléaire civil. La centrale nucléaire de Zaporijjia, désormais sous contrôle russe, fait l'objet de bombardements répétés de la part de l'Ukraine. D'autres centrales nucléaires russes, dont celles de Koursk et de Smolensk, ont également fait les frais de ces attaques ukrainiennes. De son côté, l'armée russe a frappé plusieurs sous-stations de transformation distribuant l'électricité produite par les centrales ukrainiennes, infligeant ainsi des dommages à l'arrière, mais sans risque de contamination radioactive du territoire.

Présenter les frappes ukrainiennes comme une menace pour la sécurité nucléaire en prétendant que les opérations russes feraient preuve de la plus grande prudence est une gageure, même pour un propagandiste de la géopolitique du Kremlin. La centrale nucléaire de Zaporijjia a été touchée par des frappes de l'armée russe dès le 4 mars 2022. En ce mois de juin 2026, l'Agence internationale de l'énergie atomique en est à sa 352<sup>e</sup> mise à jour sur la situation de la sécurité nucléaire en Ukraine.

Si les Forces armées russe avaient véritablement à cœur d'éviter tout « risque de contamination radioactive du territoire », la solution la plus cohérente consisterait à ne pas soumettre ce territoire à une occupation militaire.

Dans le cadre de leur conflit avec l'Iran, les États-Unis et Israël ont quant à eux poursuivi leur objectif d'anéantissement du programme nucléaire iranien. Les frappes de 2025 ont détruit ou endommagé les infrastructures de plusieurs sites nucléaires iraniens. Si la centrale nucléaire de Bouchehr n'avait pas alors fait l'objet d'attaques directes, les frappes se sont poursuivies lors de la guerre de 2026, cette fois-ci sur le périmètre même de la centrale. Téhéran a répliqué en frappant les environs de Dimona, à proximité du centre nucléaire israélien.

Les frappes de drones aériens et navals ukrainiens sur les raffineries de pétrole, les terminaux d'exportation maritimes et les pétroliers russes visaient à réduire les exportations de produits pétroliers et, par conséquent, les recettes budgétaires de la Fédération de Russie. Les États occidentaux poursuivaient un objectif analogue en imposant un prix plafond aux produits pétroliers russes, des sanctions contre leurs acheteurs et les navires de transport, sans hésiter à immobiliser et saisir illégalement les bâtiments concernés. Lors de la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran cette année, la fermeture du détroit d'Ormuz s'est accompagnée de frappes contre des pétroliers, des raffineries et une série d'infrastructures énergétiques de l'Iran et des pays du Golfe. En mer Rouge, les Houthis yéménites alliés à l'Iran ont menacé de frapper les navires liés aux États-Unis et à Israël, laissant ainsi planer une menace sérieuse sur l'ensemble du transit par le détroit de Bab-el-Mandeb. Enfin, la guerre des infrastructures au Proche-Orient s'est étendue aux actifs numériques, comme l'ont montré les frappes iraniennes sur les centres de données de Bahreïn et d'autres pays du golfe Persique.

On voit donc à quel point Téhéran fait, lui aussi, ouvertement usage de l'arme économique dans la guerre asymétrique qui l'oppose aux États-Unis et à Israël. La fermeture du détroit d'Ormuz, les frappes contre les infrastructures énergétiques des pays du Golfe accueillant des bases américaines : toutes ces actions – et bien d'autres encore – cherchent bel et bien à créer des difficultés économiques suffisantes pour contraindre les États-Unis et leurs alliés à mettre fin aux hostilités et à abandonner leur confrontation avec l'Iran.

Dans le même temps, les États-Unis pratiquent la guerre d'usure dans plusieurs pays d'Amérique latine. Le blocus imposé à Cuba par les États-Unis date du début des années 1960. En 2026, il s'est étendu aux

importations cubaines de pétrole en provenance de pays tiers, privant *de facto* l'île de carburant et d'électricité. L'objectif de cette politique états-unienne a été formulé par le président Donald Trump lui-même dans les termes les plus explicites : il s'agissait d'obtenir de La Havane une modification du cap politique, suivie d'un changement de régime au profit d'un gouvernement pro-américain. Ces mêmes États-Unis qui cherchent désormais à tarir les importations pétrolières de Cuba s'efforçaient, à l'inverse, de bloquer les exportations de pétrole vénézuélien sous Nicolás Maduro, dans une même logique d'infléchissement de la politique du pays.

Dans ces conditions, la guerre d'usure se révèle effectivement comme une mise à l'épreuve de la capacité de résistance de l'ensemble des systèmes politico-économiques et des sociétés des États belligérants. À ce jour, la Russie et l'Iran font la preuve de leur ténacité ; Cuba résiste encore ; seul le Venezuela semble avoir capitulé. La Chine, quant à elle, tire sans aucun doute ses propres conclusions du spectacle qui se déroule sous ses yeux.

Toutefois, les guerres du monde contemporain sont loin de présenter uniformément l'aspect d'une guerre d'usure. La riposte israélienne à l'attentat terroriste perpétré par les combattants du Hamas en octobre 2023 contre des civils israéliens visait une élimination totale de la menace représentée par cette organisation. Entre 2023 et 2025, les bombardements et les tirs israéliens ont fait plus de 70 000 morts parmi les Palestiniens de la bande de Gaza. Beaucoup s'accordent à considérer ces attaques comme un véritable génocide. En parallèle, plus de 3 500 civils iraniens ont perdu la vie en seulement 40 jours d'agression américano-israélienne contre l'Iran début 2026.

La principale caractéristique de la politique israélienne en la matière reste cependant l'élimination ciblée de personnalités adverses, au cours d'opérations visant le plus souvent des dignitaires politiques et militaires. Depuis 2023, les services secrets israéliens ont abattu un nombre conséquent de cadres du Hezbollah au Liban et de hauts responsables du Hamas, tant dans la bande de Gaza qu'à l'extérieur, notamment à Téhéran. De même, plusieurs conseillers militaires iraniens de haut rang ont été éliminés par Israël en Syrie. En 2025, au début de la guerre des Douze jours contre l'Iran, des agents israéliens ont neutralisé des dizaines de hauts responsables civils et militaires iraniens, ainsi que des physiciens nucléaires de premier plan. Notons d'ailleurs que le président iranien lui-même figurait parmi les cibles envisagées.

Dès les premières heures de la guerre contre l'Iran en 2026, les Israéliens, soutenus par les États-Unis, ont éliminé non moins de 49 dirigeants de la République islamique, à commencer par son Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei. Il s'agissait là d'une action sans précédent, puisqu'il ne s'agissait ni d'exécuter un chef d'État déjà renversé, comme dans le cas de Saddam

Hussein en Irak ou de Mouammar Kadhafi en Libye, ni de neutraliser un dirigeant terroriste comme Ben Laden, mais bien d'éliminer le chef suprême officiel d'un État membre de l'ONU. De surcroît, cette frappe est intervenue moins de deux mois après la capture par l'armée des États-Unis du chef d'État légitime d'un autre pays : le président vénézuélien Nicolás Maduro.

Cette opération contre le Venezuela répétait ainsi le schéma mis en œuvre dans l'opération de 1990 contre le président panaméen Manuel Noriega, lui aussi appréhendé et incarcéré dans une prison américaine, mais en mobilisant cette fois des capacités technologiques supérieures. C'est toutefois dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme international » décrétée par le président George W. Bush au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 que les États-Unis ont peaufiné leur tactique d'assassinat ciblé de leurs adversaires. La présidence de Barack Obama a été marquée par un nombre record d'ordres d'élimination, réalisés le plus souvent au moyen de drones. Rappelons encore qu'en 2020, sur ordre du président Donald Trump, le général Qassem Soleimani, commandant des Gardiens de la révolution islamique d'Iran, a été assassiné en territoire irakien.

Dans le cadre du conflit ukrainien, les services spéciaux de Kiev ne manquent pas de recourir à diverses tactiques terroristes pour servir leurs objectifs. Entre 2024 et 2026, ils ont perpétré une série de tentatives d'assassinat dans la capitale russe, dont les cibles comprenaient quatre généraux russes occupant des fonctions élevées au sein du commandement militaire. Des agents ukrainiens se sont également attaqués plus d'une fois à des personnalités publiques russes de premier plan, des journalistes aux philosophes et écrivains. Fin 2025, les Ukrainiens ont lancé une attaque massive de drones contre la résidence présidentielle russe à Valdai. Plusieurs éléments concordants attestent de l'implication des services de renseignement de pays membres de l'OTAN – en particulier la Grande-Bretagne – dans ces diverses opérations <sup>4</sup>.

Les actions entreprises par Israël et les États-Unis, mais aussi par l'Ukraine avec l'appui des alliés de l'OTAN, rompent avec l'approche qui a prévalu tout au long de la Guerre froide et des périodes antérieures, voulant que les dirigeants politiques et militaires des pays adverses bénéficient d'une immunité tacite <sup>5</sup>. À cet égard, il est révélateur que le président russe Vladimir Poutine ait tenu à garantir explicitement, en avril 2022, la sécurité du président ukrainien dans le cadre de l'opération spéciale russe <sup>6</sup>. Bien entendu, ces considérations ne retirent rien au fait que la neutralisation d'un chef militaire ennemi sur le champ de bataille a toujours constitué un objectif recherché des deux côtés de l'affrontement et que l'élimination du détenteur de l'autorité politique du camp adverse a de tout temps été considérée comme l'une des façons les plus économiques d'obtenir la victoire – ou, du moins, d'éviter la défaite.

Au-delà du contexte des relations internationales, les autorités russes sont parfaitement conscientes des avantages de cette solution en politique intérieure. De fait, l’empoisonnement d’Alekseï Navalny a été considéré par le Kremlin comme une manière économique d’obtenir une victoire ou d’éviter une défaite politique. Enfin, en matière de tentatives d’assassinat, les annonces du Kremlin relatives à de supposées attaques de drones contre Vladimir Poutine dans sa résidence de Valdai ou au moment de sa venue à Kursk n’ont jamais été étayées par la moindre preuve empirique. Les annonces de l’entourage de Volodymyr Zelensky évoquant une douzaine de tentatives d’assassinat contre lui semblent, à cet égard, autrement crédibles.

**Ajoutons enfin que les frappes délibérées contre les populations et les infrastructures civiles sont loin de représenter un monopole des forces israéliennes et américaines. Les forces ukrainiennes y recourent, elles aussi, depuis le début de la crise de 2014.**

Ce paragraphe est sans doute celui où la « logique de la poutre et de l’œil » propre aux porte-paroles et soutiens du Kremlin se fait la plus évidente. Sans nier a priori les 253 morts civiles déplorées côté russe en 2025, bien que toutes les données fournies par la Fédération de Russie soient sujettes à caution, il faut les rapporter aux 2 395 tués du côté de la population civile ukrainienne au cours de la même année. Au niveau des blessés, le ratio est sensiblement analogue — 1 872 déclarés côté russe contre 11 751 côté ukrainien. À l’échelle globale de la guerre, un rapport des Nations unies du mois de février 2026 fait état de 53 006 victimes civiles ukrainiennes, dont 15 954 morts — et ce, sans même parler des crimes de guerre, parfaitement documentés, commis par les l’armée russe et les forces d’occupation dans les territoires ukrainiens temporairement occupés.

Tous ces éléments, des éliminations ciblées de dirigeants adverses aux frappes indiscriminées contre les populations, témoignent de la transformation fondamentale du caractère de la guerre au XXI<sup>e</sup> siècle. Les guerres de notre temps présentent une grande diversité de formes et de dimensions. Aux époques passées, il est clair que le théâtre d'opérations, l'espace de l'affrontement physique, n'avait jamais été la seule et unique modalité des conflits armés, mais force est de constater que la multiplication de ces dimensions a désormais atteint un seuil qualitatif inédit. L'économie et les finances, les technologies et les ressources, l'information et la psychologie, le cyberspace et le cosmos : cette liste tout sauf exhaustive suffit à donner une idée de la diversité des « champs de guerre » contemporains.

Bien souvent, les dirigeants civils et leurs conseillers se préparent, eux aussi, à « la guerre précédente » et se trouvent pris de court par le déroulement des événements. Le choc de la réalité est particulièrement violent pour ceux qui s'étaient convaincus qu'il n'y avait aucune alternative à la paix et que la dissuasion était une solution entièrement fiable. Pourtant, la guerre continue, encore et toujours, d'accompagner l'humanité. Après les huit décennies de paix entre les grandes puissances qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, l'ère des guerres de grande ampleur s'est bel et bien rouverte, mais leur substance diffère à tous égards de l'ensemble des affrontements qui s'étaient produits depuis 1945.

La Guerre froide avait pris la forme de conflits locaux situés à la périphérie du bras de fer global entre les deux superpuissances, sous la menace permanente d'un anéantissement nucléaire général. Dès la fin de cette confrontation, nous avons assisté à l'inauguration d'une décennie de conflits interethniques au sein d'États défailants ou en voie de décomposition, accompagnée d'interventions extérieures et de diverses opérations de maintien de la paix. C'est dans ce contexte que les États-Unis et l'OTAN ont déclenché, principalement dans les Balkans et au Proche-Orient, une série d'interventions militaires visant à sauvegarder l'ordre mondial américano-centré. Au début des années 2000, et consécutivement aux attentats de New York et de Washington, de nouvelles opérations contre-terroristes et anti-terroristes ont été déclenchées, tandis que l'invasion de l'Afghanistan, de l'Irak et de la Libye s'efforçait de les remodeler de l'intérieur sur un modèle plus conforme à celui de l'Occident. Il a cependant fallu attendre le milieu des années 2010 pour que les rivalités entre grandes puissances reviennent au premier plan. L'ère unipolaire de l'histoire mondiale avait définitivement pris fin.

Les guerres de notre temps traduisent l'entrée en crise de l'ordre mondial américano-centré qui a vu le jour au lendemain de la Guerre froide. Elles marquent plus largement le point final de cinq siècles de domination globale de l'Occident. En provoquant des guerres (en Ukraine) et en les

déclenchant (au Proche-Orient), les États-Unis de Donald Trump ont entrepris une contre-offensive résolue contre leurs adversaires (la Russie ou l'Iran) et leurs rivaux (la Chine, les BRICS, l'Union européenne, les pays arabes du Golfe). L'Administration Trump entend imposer par la force un nouveau modèle – non-libéral cette fois – d'hégémonie mondiale unilatérale. À la différence de la version précédente – et globaliste – de cette hégémonie, l'objectif ne consiste plus à élaborer et consolider un nouvel ordre fondé sur la domination idéologique et la prééminence politique des États-Unis, en s'appuyant sur un corpus normatif *ad hoc*. Ce serait même plutôt l'inverse. La suprématie obtenue par la force n'a besoin d'aucun nouvel « ordre ».

Dans le cadre des guerres dans lesquelles ils se trouvent actuellement engagés, les Américains coopèrent moins avec leurs alliés qu'ils ne les utilisent en « première ligne » géopolitique. Les exemples de l'Ukraine (Kiev et les membres de l'OTAN), du Proche-Orient (les pays du Golfe), et, à un horizon proche, de l'Asie (Taïwan, Philippines, Japon, Corée du Sud) suffisent amplement à le démontrer. La « protection » longtemps accordée par les États-Unis à ces pays se retourne désormais contre eux sous la forme d'une menace d'affrontement avec des voisins puissants, qui risque à tout moment de les entraîner sur la voie de la destruction partielle ou de l'anéantissement total.

À cet égard, un fait remarquable tranche singulièrement avec les dynamiques de la Guerre froide : pour l'heure, le camp adverse, qu'il s'agisse de la Russie, de la Chine, de l'Iran ou de la Corée du Nord, ne manifeste aucune volonté de constituer une alliance militaire pour opposer une réplique coordonnée à l'Amérique. Moscou, Pékin et Téhéran sont résolus à combattre pour leurs intérêts propres et ne semblent guère disposés à s'engager dans les guerres d'autrui. Les cas d'alliance militaire demeurent extrêmement rares : on ne peut guère penser qu'à l'exemple de la Russie avec la Biélorussie et la Corée du Nord. L'Inde maintient une posture ostensiblement neutre tout en développant des partenariats stratégiques avec les États-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne, le Japon, mais aussi la France et d'autres pays de l'Union européenne. Quant aux membres de l'Organisation du traité de sécurité collective, à l'exception de la Biélorussie, ils se réclament, eux aussi, du principe de neutralité.

Le présent article parle de « guerres », mais il y a bien longtemps que l'état de guerre lui-même n'est plus formellement déclaré – en l'occurrence, depuis 1945. Dans bien des cas, les gouvernements s'abstiennent simplement de proclamer l'état de guerre et s'efforcent au contraire de préserver, dans la mesure du possible, les conditions de vie les plus proches de la « normalité » pour la majorité de leurs citoyens. Même les relations diplomatiques se poursuivent, le plus souvent, en contexte de guerre, les ambassades étant simplement évacuées des capitales ennemies. Une

tendance plus funeste encore de la période actuelle est le fait que les négociations diplomatiques ne sont pas seulement un mouvement parallèle à des opérations militaires – dont l'intensité ne faiblit pas pendant ce temps – mais, parfois, un véritable paravent en vue de nouvelles attaques. Washington et Tel-Aviv se sont fait une spécialité de cette instrumentalisation. Là où, durant la Guerre froide, il était communément admis que des manœuvres militaires pouvaient tout à fait servir de couverture au déclenchement d'une agression, les guerres actuelles se déclenchent, elles, sous couvert de négociations de paix.

Ainsi, la guerre et la paix peuvent parfaitement coexister en un même temps et un même lieu. Les belligérants se font la guerre tout en continuant à commercer ; ils s'échangent simultanément des frappes et des marchandises. Les gazoducs et oléoducs qui relient la Russie aux pays de l'Union européenne par le territoire de l'Ukraine ont continué de fonctionner bien au-delà du déclenchement des combats les plus intenses. Le projet de « ramener l'Iran à l'âge de pierre » et la levée des sanctions sur les exportations de pétrole iranien en vue d'atténuer les effets de la guerre sur le marché énergétique mondial ont fait l'objet de deux déclarations presque simultanées du président des États-Unis.

Dans leur ensemble, les dynamiques en cours à l'échelle du système international confirment bien une contraction du « volume de paix » disponible et une extension sans fin du « champ de la guerre ».

La paix acquiert ainsi un caractère de plus en plus conditionnel et ce phénomène alimente naturellement des inquiétudes croissantes. Au niveau stratégique, le rôle de la dissuasion nucléaire s'est affaibli au point d'atteindre un seuil critique. Des objectifs d'une radicalité sans précédent, proprement impensables à l'heure de la Guerre froide, sont désormais ouvertement poursuivis par les belligérants. Dans le cas de la guerre par procuration que mène l'Occident par l'intermédiaire de l'Ukraine, il s'agit bel et bien d'infliger une « défaite stratégique » à une superpuissance nucléaire dans la région qu'elle considère comme la plus essentielle à sa propre sécurité. Dans le cas de l'Iran, ses adversaires visent non seulement un anéantissement du programme nucléaire national, mais aussi la destruction totale de son arsenal de missiles balistiques, doublée d'un renversement du régime, d'une liquidation de la République islamique et, enfin, d'un démembrement du pays.

Cette déliquescence de la dissuasion nucléaire s'explique par l'effacement progressif de la peur, ce sentiment salutaire qui, dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, « maintenait la Guerre froide à l'état de guerre *froide* », ce même sentiment qui a permis au monde d'éviter l'apocalypse nucléaire.

Dmitri Trenin développe ici un argument très similaire à celui de Sergueï Karaganov, qui affirmait dans une interview que les Européens ne craignaient plus la guerre, parce qu'ils ne craignaient plus Dieu. Karaganov poussait toutefois l'argument plus loin, dans une rhétorique relevant de la psychologie civilisationnelle, puisqu'il lisait dans la disparition de cette peur devant l'Apocalypse possible un signe de décrépitude morale, politique et spirituelle de l'Europe, et en particulier de ses élites.

De nos jours, les dirigeants de divers pays d'Europe, qu'il s'agisse d'ailleurs des plus grandes puissances, comme l'Allemagne, ou des plus petites, comme l'Estonie, se livrent au contraire aux provocations les plus risquées à l'égard de la Russie, comme si la réplique de Moscou ne leur importait aucunement, ni du point de vue de leur pays, ni de celui de leur propre population<sup>⑦</sup>. Gardons-nous toutefois d'y voir un signe d'égarement de tel ou tel responsable politique européen. Il s'agit plutôt d'un signal plus général, une marque du « ymptôme post-national » qui pourrait se résumer par une formule simple : « Les élites n'ont pas de patrie »<sup>⑧</sup>.

La « nationalisation des élites » russes par Vladimir Poutine est un fait bien documenté. Le président avait même caressé un temps le projet d'interdire à l'ensemble des hauts fonctionnaires et responsables politiques russes la possession de biens immobiliers à l'étranger. Il avait cependant dû se rétracter devant la menace de démission collective de l'ensemble de son gouvernement. Plus largement, ces élites se sont surtout distinguées par leur maîtrise des comptes et sociétés offshore assez peu compatibles avec les sentiments patriotiques dont Dmitri Trenin dénonce l'absence côté européen.

La réaction de l'opinion publique dans les différents pays d'Europe est tout aussi remarquable par son caractère paradoxal : d'un côté, la propagande de ses gouvernements et des grands médias lui fait croire à l'existence de menaces littéralement fantasmées, comme une invasion des pays de l'OTAN par la Russie ; de l'autre, cette opinion publique refuse obstinément de

prendre conscience du danger bien réel que représente l'escalade permanente des gouvernements européens à l'égard de la Russie.

Il en résulte une fragilisation sans précédent de la stabilité stratégique à l'échelle mondiale. En 2025 seulement, les puissances nucléaires que sont les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France se trouvaient, sur le terrain ukrainien, en guerre par procuration contre un autre État nucléaire, la Russie<sup>9</sup> ; l'Inde et le Pakistan, deux autres États nucléaires, s'affrontaient au cours d'un conflit de courte durée ; au Proche-Orient, Israël et les États-Unis, deux pays dotés, eux aussi, de l'arme nucléaire, attaquaient un Iran « quasi nucléaire ». Au total, seules deux des neuf puissances nucléaires que compte la planète se maintenaient dans une « zone de paix », au demeurant toute relative : la Chine et, dans une certaine mesure, la Corée du Nord. Ces deux États s'en tenaient effectivement à un affrontement de « basse intensité » avec Washington, même si la Corée du Nord envoyait ses troupes en renfort de l'armée russe dans le cadre de l'opération de libération de la région de Koursk.

Toutes ces guerres se sont déroulées ou continuent de le faire sous la menace du recours à l'arme nucléaire. Or, l'érosion de la peur qui dominait jusqu'alors accroît continûment la probabilité de recours à cette arme. La thèse centrale des années 1960-1980 voulait que tout usage de l'arme nucléaire conduise inévitablement à la destruction assurée de l'humanité tout entière<sup>10</sup>. Aujourd'hui, cette thèse subit une révision radicale. Une « guerre nucléaire limitée » sur le théâtre d'opérations commence à apparaître comme une option tout à fait envisageable, soutenue par l'idée qu'elle ne déboucherait pas nécessairement sur une catastrophe globale. Du même coup, l'arme nucléaire gagne en popularité. Sa possession est de plus en plus perçue comme la seule garantie réelle contre toute forme d'agression extérieure. La comparaison de la manière dont les États-Unis se comportent vis-à-vis d'un État nucléaire comme la Corée du Nord et d'un État « quasi nucléaire » comme l'Iran suffit d'ailleurs à le démontrer.

Cette tendance est encore renforcée par le renoncement quasiment officiel de l'administration Trump aux garanties nucléaires accordées à ses alliés. Un large débat s'est ouvert en Europe sur la possibilité d'une « dissuasion élargie » fondée sur les forces nucléaires françaises – ou, comme le dit une litote en usage en Allemagne, sur une quelconque « puissance nucléaire européenne ».

Les récentes annonces de la France, de la Grande-Bretagne et de la Pologne en matière de dissuasion nucléaire élargie ou partagée ne sont manifestement pas passées inaperçues en Russie. Deux mois avant cette

publication de Dmitri Trenin, la revue du ministère russe des Affaires étrangères a consacré une analyse de fond à ce que les auteurs désignaient alors comme « l'hydre nucléaire » à trois têtes.

La Pologne, la Suède, l'Estonie, la Belgique, les Pays-Bas et la Grèce se déclarent prêts à accueillir sur leur territoire les armes nucléaires d'un pays allié. Le Japon n'a pas encore fait de déclaration en ce sens, mais les experts s'accordent à dire qu'il pourrait achever la mise au point de sa propre bombe nucléaire en l'espace de quelques semaines. La Corée du Sud dispose également de tous les prérequis pour mener un programme nucléaire et d'un potentiel balistique avéré. Des déclarations soulignant la nécessité d'un arsenal national y ont été formulées à un niveau assez élevé, mais Séoul s'est, pour l'instant, satisfaite d'un accord avec Washington sur un mécanisme consultatif en matière nucléaire. Parmi les clients de Washington, l'ambition d'acquérir l'arme nucléaire séduit de nombreux acteurs tant à Taïwan qu'en Ukraine, même si la Chine et la Russie sont, de toute évidence, bien résolues à ne jamais laisser un tel scénario se réaliser.

Au même moment, on voit se profiler en Asie occidentale et méridionale l'hypothèse d'une alliance entre l'Arabie saoudite et le Pakistan – autrement dit, une grande puissance régionale particulièrement riche et un État islamique nucléaire. Le Proche et le Moyen-Orient ont tous les ingrédients nécessaires pour devenir un espace de prolifération nucléaire. Outre Israël, État nucléaire depuis le tournant des années 1970, l'Iran n'a pas renoncé à son programme en dépit des pressions militaires extérieures, sans compter que la Turquie pourrait, à son tour, nourrir des ambitions nucléaires.

La non-prolifération nucléaire, consacrée par le Traité sur la non-prolifération de 1968, aura donc été l'un des derniers piliers hérités de l'ordre bipolaire passé. Le voilà qui s'effondre à son tour, emportant avec lui l'idée même de contrôle des armements nucléaires stratégiques, formellement abandonnée depuis l'expiration du traité russo-américain New START en 2026.

Au sortir de ce tour d'horizon, il est clair que le monde multipolaire est d'ores et déjà devenu un monde multipolaire nucléaire.

Tout au long de la Guerre froide, le conflit militaire le plus probable – le spectre de la « Troisième Guerre mondiale » – était communément envisagé comme la collision des deux blocs antagonistes conduits par Moscou et Washington. Au terme de cette confrontation entre l'Union soviétique et les États-Unis, le monde s'est retrouvé dominé par une seule et unique coalition, avec les États-Unis à sa tête. Depuis, l'OTAN a doublé le nombre de ses membres et entrepris des opérations dans les Balkans, en Afghanistan et

en Libye – l'Irak ne figurant pas dans cette liste, puisque les opérations ont été menées par une « coalition des volontaires ». Plus récemment, l'éclatement du conflit ukrainien a donné naissance à une coalition informelle d'une cinquantaine d'États qui se réunissaient sur la base aérienne américaine de Ramstein, en Rhénanie-Palatinat, pour planifier et coordonner le soutien militaire à apporter à Kiev.

La Russie, à l'inverse, n'est pas parvenue à reconstituer son propre bloc, l'Organisation du traité de Varsovie, dont les membres ont rejoint l'OTAN l'un après l'autre, tandis que plusieurs anciennes républiques soviétiques entraient dans une coopération active avec l'Alliance dans le cadre de divers partenariats. L'Ukraine s'est même muée en une véritable « anti-Russie ». Enfin, il n'est pas jusqu'aux États ayant rejoint la Russie au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective qui n'aient adopté, dans leur grande majorité, une position neutre à l'égard du conflit ukrainien.

Il existe toutefois un facteur inédit par rapport à la période de la Guerre froide, et qui joue cette fois en faveur de la Russie : le développement de nos échanges et partenariats avec les grandes puissances d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Les principaux partenaires de Moscou au sein des BRICS et de l'Organisation du traité de sécurité collective que sont la Chine et l'Inde coopèrent étroitement avec la Russie. Elles font cependant preuve de toute la prudence nécessaire pour éviter de compromettre leurs relations aussi diverses qu'intenses avec les États-Unis et l'Europe. Dans son bras de fer avec l'Occident, la Russie ne compte donc d'autres alliés que la Biélorussie et la Corée du Nord.

En parallèle, une amère désillusion s'installe parmi les pays de l'OTAN quant aux garanties d'assistance militaire que respecteraient les États-Unis en cas de conflit. Soucieux d'éviter tout affrontement militaire avec la Russie, les États-Unis transfèrent de plus en plus aux seuls pays européens la responsabilité de la sécurité du continent. Washington agit de même à l'égard de la Chine, en érigeant autour d'elle de véritables coalitions antichinoises.

Aussi les guerres de notre temps se déroulent-elles dans un contexte de paix formelle, mais cette même paix devient chaque jour plus illusoire et conditionnelle.

Sur le théâtre d'opérations ukrainien, l'adversaire immédiat de la Russie est bel et bien l'Ukraine, mais cette guerre revêt en réalité une tout autre dimension, puisqu'elle place la Russie face à l'ensemble de la coalition occidentale. Au Proche-Orient, Israël mène à un premier niveau des frappes conjointes avec les États-Unis contre l'Iran, tout en cherchant à un deuxième niveau à anéantir le Hamas à Gaza, le Hezbollah pro-iranien au Liban et le mouvement Ansar Allah au Yémen. En Asie orientale, les tensions militaires entre la République populaire de Chine et Taïwan qui ne

cessent de s'intensifier doivent être considérées comme la première ligne d'un conflit autrement étendu opposant la Chine aux États-Unis et à leurs alliés asiatiques : le Japon, les Philippines et la République de Corée.

Les guerres de notre temps sont le reflet d'une entrée en crise de l'ordre mondial. L'émergence ou la reconstitution de nouveaux centres de puissance de rang mondial ou régional suscite inévitablement de la part des anciens États hégémoniques des tentatives de maintien de leur propre position et d'endigement de la montée en puissance des autres.

La Russie est confrontée à un large éventail de menaces guerrières, mais toutes ces menaces présentent un caractère commun, du moins dans un horizon proche : elles s'inscrivent dans une entreprise occidentale directe ou indirecte d'affaiblissement systématique et, si possible, de destruction de la Russie.

La perspective la plus sérieuse reste celle d'un affrontement militaire avec les pays membres de l'OTAN. Une hypothèse de ce type pourrait survenir dans un avenir proche, aussi bien en Ukraine que dans l'espace baltique ou en Arctique. Pour la première fois depuis la fin de la Grande Guerre patriotique, l'Europe redevient la principale source de risques militaires et de menaces concrètes pour la Russie. Si l'Ukraine perdure en tant qu'entité étatique distincte, Kiev pourrait fort bien endosser le rôle de provocateur, voire de participant actif à un conflit de cette nature. La menace d'un « dégel » du conflit suspendu en Transnistrie n'a rien perdu de son actualité. Parmi les adversaires potentiels de la Russie figurent ici l'Allemagne, la Pologne, la Grande-Bretagne, les pays baltes et scandinaves, la Finlande, et peut-être la Roumanie. Les États-Unis chercheront vraisemblablement à rester à l'arrière-plan, tout en apportant aux Européens une aide et un soutien étendus.

Les adversaires de Moscou s'efforceront sans aucun doute d'ouvrir de nouveaux fronts contre la Russie en exploitant toutes les tensions et les frictions possibles avec ses voisins du Sud. Les tentatives occidentales d'entraîner la Géorgie dans une guerre contre la Russie se sont jusqu'ici soldées par un échec grâce à la fermeté dont Tbilissi a su faire preuve dans la défense de ses intérêts nationaux. On ne saurait toutefois écarter entièrement la possibilité d'un nouvel « épisode Saakachvili » en cas de changement de direction politique. L'Arménie, quant à elle, poursuit sa dérive de la Russie vers l'Occident sur un mode encore « pacifique », mais nous ne pouvons pas non plus exclure le risque de provocations arméniennes contre la base militaire russe de Gyumri. Soyons également assurés que certains pays européens, la Grande-Bretagne en tête, poursuivront par ailleurs leurs intrigues contre Moscou en Azerbaïdjan, au Kazakhstan et en Asie centrale.

Pour l'heure, les relations russo-turques demeurent relativement stables. Les échanges et la coopération entre nos deux pays se développent, même si les intérêts respectifs se heurtent objectivement dans le Caucase, le bassin de la mer Noire et en Asie centrale. L'affrontement reste tout à fait évitable, mais les héritiers de l'Empire ottoman exigent de notre part une attention particulière et une approche bien calibrée.

Dans l'espace asiatique, il existe un risque réel d'entraînement de la Russie dans le conflit qui ne cesse de s'approfondir entre la Chine, d'un côté, et les États-Unis et leurs alliés de l'autre. Politiquement, il ne fait aucun doute que Moscou prendra le parti de Pékin. Dans l'hypothèse d'un blocus de la Chine, la Russie lui apportera sans aucun doute son soutien économique et militaro-technique. Toutefois, il ne semble pas que la Russie dispose de raisons suffisantes pour s'engager directement dans un conflit de cet ordre. La République populaire de Chine est une puissance militaire de premier rang, dotée d'un potentiel nucléaire en pleine expansion. La position adoptée par la Chine à l'égard du conflit ukrainien pourrait ici servir de point de référence pour définir le comportement de la Russie.

En cas de conflit dans la péninsule coréenne, Moscou est tenue par ses engagements de soutien militaire à Pyongyang. Vis-à-vis du Japon, la probabilité d'un affrontement direct n'est pas tout à fait négligeable, mais elle demeure d'une probabilité très faible.

Le principal danger, pour la Russie autant que pour le reste du monde d'ailleurs, serait l'explosion d'un conflit en Asie orientale impliquant les États-Unis, la Chine, le Japon et les deux Corées. La Russie pourrait très facilement s'y retrouver, elle aussi, entraînée. Gageons toutefois que beaucoup emploieront toutes leurs forces pour éviter une catastrophe d'une ampleur aussi absolue.

La lutte pour le nouvel ordre mondial ne fait que commencer ; elle s'annonce vraisemblablement comme un affrontement de longue haleine, aussi intense qu'exigeant sur le plan technologique. Nous devons y être préparés.

La doctrine de politique étrangère que doit suivre la Russie en tant qu'État-civilisation doit logiquement tenir compte à la fois de la défense du pays et de ses intérêts vitaux, mais aussi de la protection des droits et des intérêts des Russes vivant ou se trouvant hors des frontières de la Fédération de Russie.

Cet argument a bien été celui employé par la Russie pour s'engager dans la guerre du Donbass — la notion de « Russes » étant de toute évidence à géométrie variable

— puis dans une invasion de l'Ukraine ayant prétendument pour objet de protéger les populations des républiques populaires autoproclamées de Donetsk et de Louhansk. De nombreux observateurs craignent que cette même logique ne soit déployée par la Russie dans le cadre d'une provocation en direction de pays à forte minorité russophone ou de citoyenneté russe, à commencer par les pays baltes.

Plus largement, la Russie reste la gardienne et la garante de l'équilibre géopolitique dans le nord et le centre de l'Eurasie.

La puissance militaire de notre pays représente non seulement le principal fondement de l'existence de l'État russe, mais aussi la pierre angulaire de la stabilité sur une portion considérable du plus grand continent de la planète. Dans cette configuration d'exacerbation continue de la lutte pour la définition de l'ordre mondial à venir, le potentiel, la position et la stratégie de notre pays joueront, selon toute vraisemblance, un rôle décisif.

#### SOURCES

- ① Дмитрий Тренин, « Облик и характер войн новой эпохи », Россия в глобальной политике, 2026, Т. 24, № 3, С. 56–77. ↑
- ② Юрий Балуевский, Руслан Пухов, « Цифровая война – новая реальность », Россия в глобальной политике, 2025, Т. 23, № 6, С. 60–68, traduit dans nos colonnes sous le titre « La guerre numérique, vers une nouvelle doctrine russe ». ↑
- ③ Voir le décompte tenu à jour par l'organisation Mediazona : « Список погибших на войне с Украиной по фамилии » (la fiche de chaque soldat s'affiche en zoomant sur l'image). ↑
- ④ « Александр Бортников заявил о причастности британских спецслужб к терактам и диверсиям в России », Российская газета, 16 octobre 2025. ↑
- ⑤ Des cas de cet ordre se sont effectivement produits, mais ils sont restés assez rares. On n'ignore pas, toutefois, que la CIA américaine a tâché à maintes reprises — et, fort heureusement, sans succès — d'assassiner Fidel Castro, principal meneur de la révolution cubaine ↑
- ⑥ Selon le témoignage de l'ancien Premier ministre israélien Naftali Bennett. Voir à ce propos « Экс-премьер Израиля рассказал об обещании Путина не убивать Зеленского », РБК, 5 février 2023. ↑
- ⑦ Pensons ici aux débats allemands relatifs à la livraison à Kiev des missiles Taurus ou aux discussions estoniennes et finlandaises sur un possible blocus du golfe de Finlande. ↑
- ⑧ Ce constat ne s'applique pas seulement aux « libéraux-mondialistes » et aux Européens. Aux États-Unis, la décision d'attaquer l'Iran a été fortement soutenue — au-delà du lobby

israélien — par des groupes de sionistes chrétiens animés par des vues idéologiques de nature eschatologique plus que par les intérêts terrestres et concrets de leur nation. †

⑨ Au cours de la Guerre froide, l'Union soviétique et les États-Unis ont connu plusieurs affrontements par procuration, mais ceux-ci ont toujours été cantonnés à des régions périphériques pour les deux camps en présence : la Corée, le Vietnam, l'Afghanistan. À l'inverse, le front central de l'affrontement demeurait « froid ». Une guerre pour la Hongrie ou la Tchécoslovaquie était proprement impensable, car elle aurait menacé la planète d'un anéantissement nucléaire général. C'est en 1962, lors de la crise des missiles de Cuba que les États-Unis percevaient comme une menace directe à leur existence, que Moscou et Washington se sont plus que jamais approchées du gouffre de l'apocalypse nucléaire. À l'évidence, la guerre en Ukraine se rapproche bien davantage du cas cubain que du cas coréen ou hongrois. Malgré cela, tout instinct de survie semble avoir disparu, surtout chez les élites européennes. †

⑩ Les théories de la « guerre nucléaire limitée » très répandues aux États-Unis étaient, au même moment, repoussées par la pensée militaire soviétique, soutenant au contraire que tout conflit nucléaire présentait un risque inévitable d'escalade vers une guerre générale. Du même coup, cette position politique claire de la part de Moscou réduisait d'autant la crédibilité des plans américains en matière de recours « limité » à l'arme nucléaire. †